

ZÉRO DE CONDUITE

FACE À LA CRISE, CRÉONS DU COLLECTIF

Les mobilisations de la période précédente dont la grève du 13 janvier ont marqué un ras-le-bol de la profession face à des conditions de travail complètement dégradées. Il a été impressionnant que, suite à un simple appel à la grève, jusqu'à 90 % des collègues dans certains arrondissements se mettent en grève.

Les militantes et militants syndicalistes ont été surpris de voir certain-es collègues qui ne se mobilisent jamais, malgré les graves attaques que nous subissons depuis des années, débrayer ce 13 janvier. Alors pourquoi une telle mobilisation ? Est-ce que les collègues ont lu toutes les revendications dans les tracts ? Non. Dans la plupart des écoles, le mouvement est juste parti du mot d'ordre de grève. Au bout d'une semaine, voire d'un jour de classe dans ces conditions, nous étions déjà rincé-es : injonctions contradictoires, protocoles qui changent tout le temps et au dernier moment, transmis par des journaux payants. Face au mépris, la grève a permis de regagner un peu de dignité, de faire parler de nous, de mettre du social dans la politique politicarde actuelle. Nous n'étions pas tous et toutes forcément d'accord sur les décisions à prendre : fermer les classes au moindre cas, au bout de trois, pas fermer du tout... Ce qui est sûr, et il faut le dire clairement, c'est qu'il fallait que la hiérarchie arrête de faire croire que tout allait bien et que tout continuait comme avant. Il fallait qu'elle arrête de nous bassiner avec les évaluations, avec la continuité pédagogique. Nous revendiquons de laisser les programmes et les pressions de côté pour nous adapter sans pression, pour tenter de vivre le moins mal possible cette situation exceptionnelle. Nous avons travaillé parfois avec moins de la moitié de nos élèves. En classe, nous avons l'impression de baigner dans du jus de

Covid. Certaines et certains sont stressé-es de travailler dans ces conditions et rappelons-le, nous sommes tombé-es massivement malades sur notre lieu de travail. C'est inadmissible. La hiérarchie aurait dû nous faire confiance quand nous signalions la situation intenable et réclamions des protections. Cela ne peut pas venir des bureaux ministériels. Notre réalité, ils ne la connaissent pas, ils s'en foutent. Alors nous avons dit stop au mépris, stop aux injonctions contradictoires, stop à la communication mensongère.

Suite à la mobilisation historique du 13 janvier, nous avons obtenu des FFP2, 3 200 postes précaires, le report des évaluations de CP, la réouverture de la liste complémentaire (une vingtaine de collègues). C'est insuffisant. Plus que jamais, nous réclamons des moyens pour le service public d'éducation, des Rased, des psys, une vraie médecine scolaire, des classes moins chargées, le recrutement massif d'enseignantes et d'enseignants avec un vrai statut ! Continuons la mobilisation.



- ➔ **8 MARS : MANIF POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DU DROIT DES FEMMES**
- ➔ **19 MARS : MANIF CONTRE LES VIOLENCES ET LE RACISME D'ÉTAT, 14H À CHÂTELET**



AUTO-ÉVALUATIONS C'EST NON !

L'auto-évaluation d'école commence à faire parler d'elle dans de nombreuses écoles. Pour le moment à titre « expérimental », elles vont très vite être généralisées, à priori pour 20 % des écoles chaque année. C'est une nouvelle usine à gaz managériale.

Elle demande aux personnels de l'éducation nationale, dans un premier temps sous la conduite des chargés de direction, de remplir tous un tas de documents pour s'évaluer concernant 4 « grands domaines » : « l'enseignement, les apprentissages et les parcours des élèves » ; « le climat scolaire, la vie et le bien-être des élèves » ; « les acteurs, la stratégie le fonctionnement de l'établissement » ; « l'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial ».

Les élèves comme les parents sont mis à contribution pour évaluer tout un tas d'items comme le climat scolaire, les relations avec l'école, la sécurité. Le truc rigolo, c'est que c'est aussi à nous de définir une méthode d'autoévaluation (bon, quand même parmi les critères proposés), de décrire le contexte de notre école...

Dans un deuxième temps, ce sont des extérieurs à l'établissement (inspecteur-trice et CPC d'une autre circo, directeur-trice d'une autre école) qui viennent en visite pour rencontrer tout le monde et faire un deuxième rapport. Enfin, sur la base de ces deux rapports, ce sont les autorités académiques qui feront un rapport final (le 3e !!).

TOUT ÇA POUR QUOI ??

On ne sait pas encore trop en fait... L'une des écoles « pilotes » parisienne s'est vu demander, sur la base de cette évaluation, de produire une plaquette de présentation de l'établissement. Une autre s'est vue conseiller un plus grand nombre d'heures de formation... Chouette, c'est exactement ça qu'il nous faut pour résoudre tous nos problèmes !

La conséquence la plus immédiate c'est l'augmentation de la charge de travail des personnels, dans un contexte où la bureaucratisation avancée suscite déjà beaucoup de fatigue et de découragement (il faut déjà faire de la pape-rasse pour tout !). Déjà que maintenant, il faut produire notre propre auto-évaluation avant les rendez-vous de carrière ou nos propres outils lors des formations en constellation, histoire de mâcher le travail des CPC ou des inspectrices et inspecteurs... Mais non, c'est une « démarche participative », on vous dit ! Les personnels qui travaillent dans des écoles avec un public « en difficulté » subissent particulièrement cette injonction : multiplication des rapports, bilans... dont la plupart prennent la poussière au fond de tiroirs faute de moyens.

Le classement et la mise en concurrence des établissements (du public et du privé) est évidemment en ligne de mire. L'accentuation de la personnalisation « au mérite » des « carrières » et des rémunérations est évidemment

l'autre mamelle de l'atomisation de l'école publique et du statut de fonctionnaire. C'est là que le renforcement du pouvoir de la hiérarchie (via la loi Rilhac notamment) joue tout son rôle, avec des petites cheffaillo-nnes qui distribuent les primes ou les heures sup', comme dans le secondaire.

C'est exactement ce qui s'est passé dans l'enseignement supérieur et la recherche ces 20 dernières années. La transformation des personnels en fournisseurs de service et des élèves comme des parents en consommateurs est là encore une des conséquences claires de ce type de procédure.

COMMENT RÉAGIR ?

Nous appelons l'ensemble des équipes à refuser cette auto-évaluation d'école, en envoyant le courrier (modifiable) ci-dessous à l'inspection et à l'intersyndicale. Nous appelons aussi les écoles à se réunir avec les autres équipes du quartier pour envisager une riposte collective si besoin et surtout pour faire le point sur les besoins.

Ce n'est pas d'évaluation et de management dont nous avons besoin, mais bien de moyens humains (Rased, personnels de santé scolaire, remplaçant-es, assistantes sociales, AESH, animatrices...) et matériels, ainsi que de temps de coordination (sur temps de travail !) avec l'ensemble des membres de la communauté éducative (AESH, Asem, personnels d'animation, d'entretien, de cantine...).



À Madame l'Inspectrice, Monsieur l'Inspecteur de circonscription...

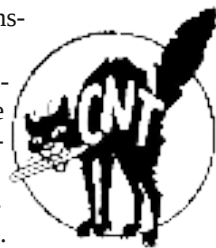
L'équipe enseignante a pris connaissance du choix de l'école..... pour une « évaluation d'école ».

Réunis en conseil de maîtres et maîtresses le nous considérons que ce qui nous est présenté ressemble à ce qui est appelé « audit » dans le secteur privé. Ce processus d'évaluation s'apparente à un outil de mise en concurrence des écoles, dans un avenir plus ou moins proche. Notre projet d'école nous permet déjà de penser et ajuster nos besoins pour la communauté scolaire. Ce travail supplémentaire sans utilité pour les personnels ne pourra pas apporter d'autres conseils ou solutions que nous ne connaissions déjà.

Sur décision du conseil des maîtres et maîtresses, nous ne ferons pas de rapport d'auto-évaluation de notre école.

Veuillez croire en notre attachement au service public.

L'équipe enseignante



8 MARS PARTOUT ! 8 MARS TOUT LE TEMPS !

PREMIÈRES DE CORVÉES AU TRAVAIL ET À LA MAISON

Les femmes sont majoritaires dans le milieu hospitalier, les Ehpad, l'éducation, les commerces, le secteur du nettoyage : elles sont par exemple 92 % des accompagnantes d'élèves en situation de handicap, 91 % des aides-soignantes, 88 % du personnel infirmier, 98 % des aides à domicile et des aides ménagères, 73 % des agents d'entretien, 80 % aux caisses des supermarchés. Ces métiers du service, du soin, de l'entretien, de la relation, sont aussi ceux « que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal » (comme semblait le découvrir Macron pendant le confinement, foutage de gueule...). Les femmes sont particulièrement mobilisées et exposées en ces temps de crise sanitaire. En plus d'être majoritaires dans les métiers les plus précarisés et mal payés, nombre d'entre elles, dans ces secteurs, subissent des oppressions racistes et sexistes. Par ailleurs, ces discriminations et agressions, sur le lieu de travail comme partout, sont toujours aussi difficiles à dénoncer et à faire cesser.

Dans l'ensemble des secteurs, les femmes continuent bien souvent de se heurter à des difficultés pour obtenir l'égalité de rémunération, d'évolution carrière, de traitement avec leurs collègues masculins.

Et quels que soient les secteurs, ce sont aussi des femmes qui occupent le plus souvent les emplois à temps partiel, donc encore moins bien rémunérés. Ces inégalités tout au long de la carrière se répercutent lourdement sur le montant des pensions et les conditions de départ à la retraite (plus tardif, en moins bonne santé, etc.).

La peine est double (au moins !) pour les mères isolées, qui travaillent deux fois plus souvent à temps partiel que les mères en couple. Ces temps partiels imposés contraignent bien des femmes à cumuler plusieurs emplois. Le confinement a contribué à révéler à quel point la répartition du travail domestique pèse encore lourdement sur les femmes, qui assument majoritairement l'organisation des repas, les tâches ménagères, l'éducation et le soin des enfants.

PREMIÈRES CIBLES DE LA VIOLENCE

Les violences patriarcales et intrafamiliales, en ces temps de confinement et de crise ont, elles, considérablement augmenté. Les féminicides, les violences, l'inceste, les viols et le harcèlement, même rendus de plus en plus visibles grâce au travail des militantes, continuent de faire des victimes au quotidien. Ces violences sont même légitimées au plus haut niveau de l'État et dans le discours

médiatique dominant (nominations de Gérald Darmanin et d'Éric Dupond-Moretti au gouvernement, César remis à Roman Polanski, temps d'antenne accordés aux agresseurs de milieux privilégiés tels Bourdin ou Zemmour), ce qui est particulièrement insupportable. Le patriarcat est toujours là, aux postes de pouvoir, et il n'entend pas abandonner sa domination sans résistance.

En tant que syndicats, nos luttes et nos revendications visent l'égalité et le développement de structures sociales permettant l'accès de toutes et tous à des conditions d'existence libres et émancipatrices. Or avant d'y arriver, quelques revendications de base nous semblent incontournables :

- l'égalité salariale femmes-hommes stricte ;
- l'égalité dans l'évolution des carrières ;
- l'arrêt des discriminations sur les formations, qualifications et embauches ;
- la fin des temps partiels imposés ;
- une prise en charge globale de la petite enfance dans le cadre d'un service public de qualité, afin de permettre aux femmes de travailler comme elles le souhaitent ;
- la mise en place d'un service public de cellules d'écoute et d'accompagnement, pour les travailleurs et travailleuses victimes de pressions psychologiques ou de harcèlement sexiste ;
- une prise en charge globale de la santé des femmes dans un service public de qualité (accès aux soins, bien-traitance médicale, prise en compte des douleurs menstruelles et maladies gynécologiques dans l'arrêt de travail, maternités de petite taille et de proximité, remboursement des moyens de contraception et d'hygiène intime, etc.) ;
- le développement des structures d'hébergement et d'accompagnement pour les femmes victimes de violences et l'augmentation des moyens qui leur sont attribués, pour un accueil digne et gratuit.

Nous exigeons, parallèlement à cela, l'accueil immédiat et sans condition (mais dans de bonnes conditions !) de toutes les femmes (et de leurs familles) qui quittent leurs pays à cause de la misère et de l'oppression, victimes de violences sexistes ou de la traite prostitutionnelle. Nous exigeons également que les multinationales françaises appliquent au sein de leurs entreprises, dans tous les pays du monde, les mêmes règles qu'en France en termes de salaires, de congés maternité et parentaux, etc.

LE 8 MARS DANS LA RUE !



Notre Union régionale des syndicats CNT soutiendra toutes les luttes pour l'émancipation des travailleuses, dans tous les secteurs et à travers le monde, contre toutes les formes d'oppression, contre l'obscurantisme, la traite prostitutionnelle et pour l'égalité économique et sociale. Nous appelons à rejoindre les manifestations du 8 mars partout !

ÇA PASSE PLUS POUR LES RASED !

Les Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) sont un dispositif qui a vu le jour en 1990 et qui a pour objectif la réduction et la prévention de la difficulté scolaire chez les enfants à l'école. Cela concerne les apprentissages, le rapport aux savoirs, mais aussi la posture d'élève, la gestion de ses émotions, la place du corps ou des affects.

Le Rased intervient en concertation avec les équipes pédagogiques lorsque les difficultés ne peuvent pas – ou difficilement – être résolues dans les classes. Il est composé de 3 personnes indispensables à un bon fonctionnement : un poste tourné vers la pédagogie, un poste plus centré sur le relationnel et les émotions et un-e psychologue qui cible certaines situations, dont certaines liées au handicap. Malheureusement, nombreux sont les Rased incomplets, dysfonctionnant, avec parfois un seul des 3 piliers. En effet, ils ont régulièrement été mis à mal, notamment sous la droite de Sarkozy qui a sabré plus d'un tiers de postes (5000 suppressions) et la « gauche » n'a pas réparé les dégâts, ou si peu.

À l'heure où les structures de soins arrivent à saturation (CMP, CAPP...), les personnels des Rased se retrouvent au carrefour de nœuds humains, institutionnels, pédagogiques et même politiques assez complexes.

Fragilisés, en nombre insuffisant par rapport aux besoins réels, intervenant donc sur des secteurs étendus, ils sont victimes d'une pénurie organisée comme l'atteste le récent rapport Wassenberg¹ de 2021 : transformation et appauvrissement des missions (bachotage pour les évals, ou pompiers de service), formation pauvre

intellectuellement, ou dernièrement réquisition des personnels Rased pour assurer les remplacements liés la crise Covid. Quand on veut tuer son chien, on le bourre de coups...

Tout cela peut engendrer du découragement au sein des Rased, un sentiment d'impuissance ; parfois de l'incompréhension ou du dénigrement chez les collègues qui s'interrogent sur l'utilité du Rased, son efficacité. Cela peut même aller jusqu'à une remise en cause de l'existence même de cette mission d'aide spécialisée, devançant ainsi l'agenda des politiques.

Nous revendiquons des moyens pour l'école, des Rased complets dans chaque groupe scolaire en attendant une autre école, celle de l'entraide, des savoirs, de la recherche de sens, de l'ouverture sur le monde et le vivant. Une école avec des personnels formés pour accueillir la différence, organisée sur un autre rythme et à taille humaine. Une école où parents, artistes, artisans, jardiniers, personnels de soin et de recherche pourraient intervenir.

1. rapport téléchargeable ; ou voir article du Café pédagogique du 4 janvier 2022



La Mauvaise Herbe

Revue de la fédération des travailleuses et travailleurs de l'éducation de la CNT.

Le n°8, *Écoles en rébellion*, traite de l'espace scolaire. Espace dans et hors les murs de la classe. De l'école caserne en passant par l'école buissonnière : fenêtres ouvertes, forme des tables, colos libertaires, géographie et anarchie, collège sans grilles... autant d'articles pour analyser et penser l'espace dans les écoles de la rébellion. Le tout illustré par des images issues du voyage pour la vie des zapatistes. Avec comme d'habitude des rubriques (international, lectures) et de l'actualité (grenelle de l'éducation, AED, répression).

Infos : www.cnt-f.org/fte ou lamauvaiseherbe@cnt-f.org



Classes en lutte

Bulletin hebdo gratuit de la CNT éducation. Pour recevoir Classes en lutte gratuitement tous les mois par e-mail, écrivez à l'adresse : classesenlutte@cnt-f.org



Radio Libertaria

L'émission radio de nos camarades de la CNT éduc 93, tous les 2^e mardis du mois sur Radio Libertaire (FM 89.4) !



Zéro de conduite

33 rue des Vignoles
75020 Paris
www.cnt-f.org/fte
mail : educ.rp@cnt-f.org
06 08 80 78 86
S'inscrire : zdc@cnt-f.org

